



**HAL**  
open science

# Prescrire de l'archéologie préventive sur des sites de la Seconde Guerre mondiale en France. Une politique qui va de soi ?

Vincent Carpentier, François Fichet de Clairfontaine

## ► To cite this version:

Vincent Carpentier, François Fichet de Clairfontaine. Prescrire de l'archéologie préventive sur des sites de la Seconde Guerre mondiale en France. Une politique qui va de soi ?. Archéopages : archéologie & société, 2022, Hors série 6, pp.232-243. hal-03842870

**HAL Id: hal-03842870**

**<https://hal.science/hal-03842870>**

Submitted on 10 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Prescrire de l'archéologie préventive sur des sites de la Seconde Guerre mondiale en France

## Une politique qui va de soi ?

Vincent Carpentier

Inrap, UMR 6273 « Craham »

François Fichet de Clairfontaine

Ministère de la Culture, inspection générale des Patrimoines, UMR 6273 « Craham »

Depuis un peu plus de vingt ans, l'archéologie de la Seconde Guerre mondiale connaît une lente mais sûre évolution, à la fois dans sa prise en compte par les services régionaux de l'archéologie (SRA) et dans la conduite des recherches. Sans vouloir revenir en détail sur les premiers pas et les raisons de ce lent mouvement (Fichet de Clairfontaine, Prestreau à paraître ; Carpentier, Marcigny 2019)<sup>1</sup>, on soulignera que sa légitimité était et reste discutée. En premier lieu en raison de la pléthore d'archives papier, photographiques, sonores, cinématographiques, du patrimoine mobilier surabondant ou des innombrables vestiges immobiliers du passé récent qui marquent toujours fortement les paysages (entre autres le long des côtes de la Manche et de l'Atlantique). Ensuite, parce que les survivants ont alimenté chroniques, interviews et enquêtes, tout aussi nombreuses, et que, alors même qu'ils disparaissent peu à peu, leurs témoignages et contributions constituent une mine d'informations plus qu'appréciable. Que pourrait apporter l'archéologie sur des faits contemporains que l'historien ignore encore, sur le champ de la recherche préventive comme programmée ?

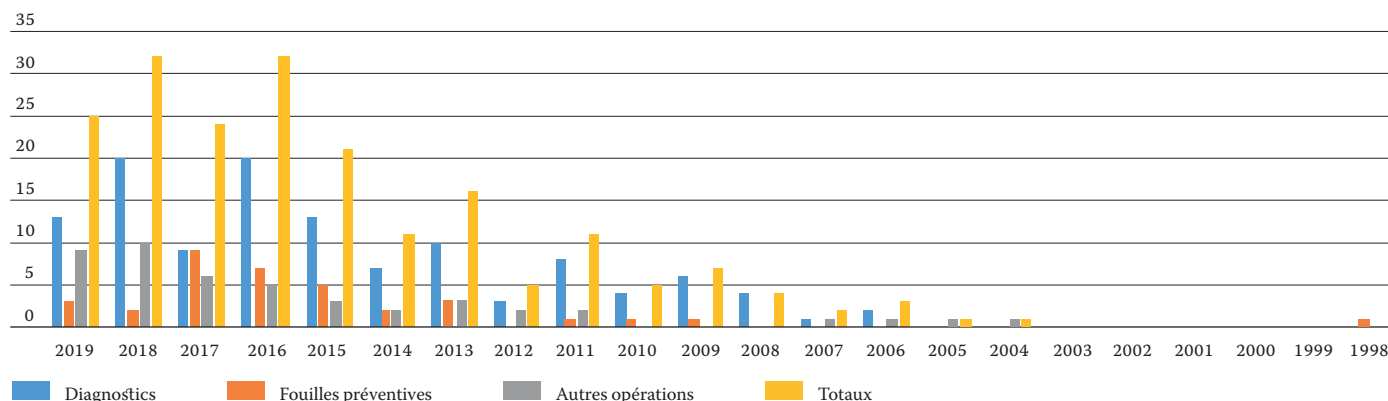
Si l'on prend pour exemple la région Normandie et plus particulièrement l'ancienne Basse-Normandie (Calvados, Orne et Manche), elle fut animée d'intenses combats qui ont profondément marqué ses paysages urbains comme ruraux, et les découvertes de vestiges de guerre y sont légion depuis la fin même des années 1940 (Carpentier, Marcigny, 2019).

Très tôt, les premiers explorateurs (collectionneurs, passionnés de l'histoire du conflit, responsables ou directeurs de musées de *militaria*) ont amplement arpenté ses côtes et ses campagnes afin d'enrichir leurs fonds, et force est de constater que, longtemps, l'exploration des champs de bataille a été délaissée par les archéologues au bénéfice d'autres acteurs. Cette situation se retrouve un peu partout en France, jusqu'au début des années 2000, avec au mieux quelques archéologues, du reste bien esseulés, ou des bénévoles « éclairés » engagés dans l'étude d'éléments du mur de l'Atlantique (la « Bunker archéologie » de Paul Virilio par exemple : Virilio 1975) ou dans celle de sites de crashes aériens (Association normande du souvenir aérien 39-45; association Aérorecherche de Gilles Collaveri : Collaveri 2013 ; Gilles Moreau en Bourgogne : Moreau 2002 ; etc.). Outre les raisons données plus haut, on arguera que les priorités scientifiques privilégiaient alors l'étude des périodes plus anciennes et qu'un manque de réelle formation ou de sensibilisation sur le « passé contemporain » grevait les démarches. Par voie de conséquence, les bilans scientifiques régionaux (BSR) des années 1992-2000 ne mentionnent quasiment aucune découverte intéressant la période 1939-1945, l'existence de vestiges étant au mieux brièvement évoquée, et ceux-ci rarement décrits dans les notices [ill. 1].

### Une patiente émergence

Parmi toutes les raisons qui, depuis la fin des années 1990, ont conduit les SRA, associés aux acteurs de l'archéologie de terrain et tout particulièrement à l'Inrap, à prêter une attention accrue aux sites de combat et à ceux de la vie quotidienne contemporains des années 1939-1945, le développement exponentiel de la recherche préventive, à commencer par la réalisation de diagnostics imposant de documenter tout vestige mis au jour pendant une opération, est sans doute la principale<sup>2</sup>. Mais, pour essentielle qu'elle soit, elle n'est pas suffisante. Il fallait encore que les vestiges mis au jour soient bel et bien considérés comme de la documentation archéologique à part

1. Voir aussi V. Carpentier, B. Labbey et V. Tessier, « Apports récents du diagnostic à l'archéologie de la Seconde Guerre mondiale : quelques exemples et réflexions pour la région Normandie », 2<sup>e</sup> séminaire scientifique et technique (SST) de l'Inrap, Caen, 28-29 septembre 2017 : <https://sstinrap.hypotheses.org/3863>.
2. Les informations relatives aux opérations préventives reposent sur le dépouillement des BSR, l'analyse des procès-verbaux de plusieurs commissions interrégionales et territoriales de la recherche archéologique (Cira/CTRA) du Sud-Ouest et de l'Est et les échanges avec les conservateurs régionaux de l'archéologie de Normandie, Pays de la Loire, Bretagne, Provence - Alpes - Côte d'Azur (Paca), Auvergne - Rhône-Alpes, Île-de-France, Bourgogne - Franche-Comté, Corse et Occitanie.



[ill. 1] Évolution par type d'intervention des occurrences de vestiges de la Seconde Guerre mondiale dans les BSR de la région Normandie (réunie), de 1998 (première occurrence) à 2019 (dernière livraison du BSR pour cette région).

entière ; plusieurs SRA insistèrent sur la nécessité de les inventorier et si possible de les contextualiser dans les rapports d'opération. Il fallait aussi que des archéologues « volontaires » se saisissent pleinement de ce nouveau sujet d'enquête (Yves Roumegoux, Jean-Pierre Legendre, F. Fichet de Clairfontaine, Emmanuel Ghesquière, Cyril Marcigny ou V. Carpentier...). Bravant quelquefois les réticences de leur hiérarchie, ils ont peu à peu forcé l'attention de leurs collègues, malgré les vives critiques sur l'opportunité scientifique de la démarche, sur son coût alors qu'il reste tant à faire pour les périodes antérieures, jusqu'au risque de mise en danger, logiquement mis en avant en arguant de la dangerosité des sites susceptibles de conserver des munitions actives. Il fallait enfin que quelques découvertes emblématiques viennent soutenir la démarche. Ainsi, pour la Première Guerre mondiale, celle de la tombe d'Alain-Fournier avait pu servir de « détonateur » en 1991<sup>3</sup> (Adam 2006). Pour le conflit suivant, on signalera l'effet levier de la fouille, en 1997, des vestiges d'un Lancaster RA 502 de la Royal Air Force (RAF) crashé à Fléville-devant-Nancy en Meurthe-et-Moselle<sup>4</sup> (Legendre 2011a) ou la mise au jour, en 1998, à Mosles (Calvados), à l'occasion de la fouille d'un site de l'âge du Fer, d'un camp britannique de prisonniers allemands créé en 1944<sup>5</sup> : cette découverte sera intégrée à la notice publiée dans le BSR de l'année 1998, les témoins étant bien considérés comme des vestiges archéologiques (Marcigny 1999). Au cours de cette même année 1998, un abri sans doute allemand de 1944 était aussi étudié à Touffréville (Calvados)<sup>6</sup> (Carpentier, Marcigny 2019) [ill. 2 : a]. Il faudra toutefois attendre 2006 pour que la première prescription de fouille préventive soit prise en France sur un site de la Seconde Guerre mondiale, en l'occurrence sur le camp de prisonniers de guerre allemands de La Glacière (Manche)<sup>7</sup> (Early 2013 ; Fichet de Clairfontaine 2013 ; 2016) [ill. 2 : b]. Elle marquera d'autant plus les esprits que, au même moment, des historiens s'emparaient eux aussi du sujet de ces camps (Peschanski 2002 ; Schneider 2013 ; Théofilakis 2014).

En 2013, la ministre de la Culture et de la Communication, Aurélie Filipetti, déclarait que les vestiges des conflits armés du XX<sup>e</sup> siècle devaient « bénéficier d'une prise en compte et d'une protection identique à celle des autres éléments du patrimoine archéologique » (Legendre 2021). De fait, les événements étant entrés dans le champ de l'histoire, leurs vestiges devaient donc relever du champ patrimonial. Il n'est pas anodin de constater que l'archéologie des périodes moderne et contemporaine a depuis constitué un volet spécifique de la programmation du Conseil national de la recherche archéologique (CNRA) en 2016, un sous-chapitre étant titré « Archéologie des contextes militaires » (CNRA 2016, axe 14, p. 185-195). Depuis le milieu des années 2000, les opérations conduites sur des vestiges liés au dernier conflit mondial se sont multipliées, bien qu'elles restent très limitées en nombre. L'examen que nous avons pu faire

des procès-verbaux des Cira/CTRA comme des BSR sur les années 2000-2020 permet de juger de la situation et des évolutions par région. Elles s'avèrent très variables d'une région à l'autre, certes en fonction de la densité des combats et de leur impact sur chaque territoire, mais aussi de l'intérêt porté à ce champ de la recherche. Actuellement, celui-ci se développe principalement dans les régions pionnières de l'Ouest (Normandie et Pays de la Loire)<sup>8</sup>, dans le Sud-Ouest (Nouvelle-Aquitaine et Occitanie) ainsi qu'en Grand Est, et plus particulièrement dans l'ex-région Lorraine comme en Champagne-Ardenne. Elle demeure plus mesurée en Île-de-France, dans les Hauts-de-France et en Corse comme en Paca, avec pour chacune en moyenne deux opérations recensées les cinq dernières années et ayant livré des informations. Pour la Provence, Xavier Delestre reconnaît que « l'exploration archéologique des sites militaires en est encore à ses prémices » (Delestre 2020, p. 84). Ailleurs, en Centre - Val de Loire, Bretagne, Bourgogne - Franche-Comté et Auvergne - Rhône-Alpes, cette archéologie est quasi absente des récents bilans (hormis dans le cadre de prospections-inventaires ou de demandes de sondages sur des sites de crash d'avion), mais des projets devraient se développer dans les années à venir (par exemple en Bretagne). L'examen des BSR démontre qu'à peine une vingtaine de notices, une trentaine dans les meilleures années, sur les 1 700 à 1 800 publiées par an, mentionnent des découvertes depuis 2005. Il s'agit souvent d'une simple évocation, rarement d'une description détaillée des structures ou mobiliers mis au jour. Les procès-verbaux des Cira/CTRA attestent en outre de l'émergence d'études spécifiques aux contextes militaires, quoique encore limités voire dérisoires, selon les interrégions. Yves Desfossés note ainsi, pour le bilan 2017-2020 de la CTRA Ouest, que vingt-trois dossiers relatifs à l'archéologie des conflits contemporains ont été examinés, soit de cinq à six par an, 87 % d'entre eux concernant la seule région Normandie et le reste les Pays de la Loire, et la moitié des dossiers relevant de la recherche programmée. Cependant, sept dossiers de diagnostic auront également été instruits autour de ce thème pour la réalisation de fouilles préventives, soit une moyenne de deux par an, chiffre qui semble en progression.

### La part déterminante de l'archéologie préventive

Force est de noter que la recherche préventive est de plus en plus souvent la principale pourvoyeuse de données, selon les régions à plus de 60 % voire 80 % du total des opérations. Si l'on remarque un certain équilibre, dans l'Ouest de la France, entre fouilles programmées et fouilles préventives, l'évolution semble annoncer une prééminence du domaine préventif, ce qui se constate aussi en Occitanie comme en Grand Est. Au crédit de la recherche programmée, il faut souligner l'importance de plusieurs projets d'étude, au premier rang desquels le projet collectif de recherche (PCR) « Patrimoine des vestiges

3. Saint-Remy-la-Calonne (Meuse), responsable d'opération (RO) : F. Adam, Afan.  
4. RO : J.-P. Legendre, SRA de Lorraine.  
5. Fouille à la Pièce du Pressoir, RO : C. Marcigny, Afan.  
6. RO : N. Coulthard, service départemental de l'archéologie de Calvados.  
7. Diagnostic à la Motterie, RO : F. Tournier, Inrap, 2006 ; fouille, RO : R. Early, Oxford Archéologie Grand Ouest, 2009.  
8. Cf. article Le Boulaire/Varenne dans ce numéro p. 241.



a



b



c



d



e

de la Seconde Guerre mondiale en Basse-Normandie »<sup>9</sup>, ainsi que la prospection thématique<sup>10</sup> et le PCR<sup>11</sup> conduits sur le site concentrationnaire alsacien de Natzweiler-Struthof. On pourra aussi saluer les acquis des prospections thématiques conduites sur les sites d'enfermement en Lorraine par J.-P. Legendre, Stéphanie Jacquemot, Philippe Wilmouth et Michaël Landolt (Jacquemot, Legendre 2011; Landolt, 2018) ainsi que, en Corse, la prospection-inventaire menée sur les fortifications défensives italiennes et allemandes de l'île<sup>12</sup>. En Paca, plusieurs programmes, dirigés par des archéologues appartenant aussi bien au SRA ou aux collectivités qu'aux opérateurs (dont l'Inrap au premier chef), permettent d'élargir la carte archéologique, d'esquisser de futures problématiques de recherche et de constituer des dossiers de protection au titre des monuments historiques; ce fut le cas récemment des campagnes de prospection thématique réalisées par Guilhem Castellvi, en 2014-2016, sur les aménagements défensifs mis en place par la Wehrmacht sur le littoral des Pyrénées-Orientales. Sur la base de ce travail a pu être protégé, en 2019, un blockhaus-point d'appui situé à Torreilles. Enfin, il importe de saluer d'autres recherches portant sur les cultures matérielles en temps de guerre, notamment le programme d'étude de la carrière-refuge de la brasserie Saingt, à Fleury-sur-Orne dans le Calvados, achevé en 2019<sup>13</sup> (Carpentier *et al.* 2016).

Concernant le champ préventif, on ne peut que constater que la majeure partie des diagnostics ayant livré des vestiges de la Seconde Guerre mondiale n'avaient pas été initialement prescrits sur cette motivation. Le plus souvent, les découvertes « inattendues » demeurent assez réduites ou modestes (quelques trous d'homme, des dépotoirs, des cratères d'obus, etc.). Mais

elles peuvent parfois être saisissantes, notamment à l'occasion de la mise au jour de corps de soldats, comme à Avrillé (Maine-et-Loire) en 2004<sup>14</sup> (Brodeur, Stefanini 2014), ou à Maltot (Calvados), au pied de la cote 112, en 2019<sup>15</sup> [ill. 3] (Barbeau *et al.* à paraître). Ce peuvent être aussi les vestiges d'un atelier de réparation mécanique de chars, comme à Bourguébus (Calvados) [ill. 4], en 2013<sup>16</sup>, ou des dépôts de matériel de guerre comme à Brignoles (Var), où des armes (une vingtaine de fusils français et anglais et un canon de mitrailleuse italienne) ont été retrouvées dans une fosse-dépotoir, créée sans doute à la suite d'une opération de démilitarisation de la ville menée à la fin du conflit<sup>17</sup> (Delestre 2020).

Certains diagnostics peuvent encore révéler des camps « oubliés » de prisonniers, à l'instar de ceux de La Glacière, dans la Manche, (Early 2013), de Vandœuvre-lès-Nancy en Meurthe-et-Moselle (Legendre 2011b), de Stenay dans la Meuse<sup>18</sup> (Vermard, Adam 2014), de Poitiers dans la Vienne<sup>19</sup> [ill. 2 : c] (Leconte 2014), de Miramas (Bouches-du-Rhône)<sup>20</sup>, de Bétheny dans la Marne<sup>21</sup> (Garmond 2015) ou de Coyolles dans l'Aisne<sup>22</sup> (Desplanque *et al.* 2018), etc. [ill. 2 : d, e]. On constatera, à ce sujet, à quel point la mémoire peut être volatile et ne conserver que peu de traces, sinon aucune, de sites pourtant récents et qui, pour certains, ont accueilli plusieurs dizaines de milliers de détenus jusqu'à

9. Responsable : C. Billard (SRA de Normandie).

10. RO : J. Brangé, université de Strasbourg, 2020.

11. Responsables : M. Landolt (SRA Grand Est) et J. Brangé, 2020-2022.

12. RO : F. Allegrini, service archéologique de la collectivité de Corse, 2021; information de L. Sevègnes, conservateur régional de l'archéologie de Corse.

13. Responsables : C. Marcigny (Inrap) et L. Dujardin (UMR 6273 « Craham »).

14. RO : J. Brodeur, Inrap.

15. RO : S. Barbeau, Inrap. Cf. Adam Nossiter, « 'Archaeology of D-Day' Aims to Preserve What the Soldiers Left Behind », *The New York Times*, 5 juin 2019 : <https://www.nytimes.com/2019/06/05/world/europe/d-day-normandy-commemoration.html>.

16. Fouille à la Main Delle, RO : A. Lefort, Inrap.

17. Diagnostic à la Tour, RO : K. Monteil, Inrap, 2020.

18. Diagnostics aux Cailloux et aux Groseilliers, RO : L. Vermard, Inrap, 2007 et 2013.

19. Diagnostics dans la Zac des Montgorges, RO : S. Leconte, Inrap, 2008 et 2011.

20. Fouille du camp 412, responsable d'opération : F. Lemaire, Inrap.

21. Fouille au Champ de Manœuvre, parc d'activités de la Husselle, RO : N. Garmond, service archéologique de Reims Métropole.

22. Diagnostic et fouille sur la déviation de Gondreville et Vaumoise, RO : G. Desplanque, pôle archéologique du département de l'Aisne, 2013 et 2014.

f

**Drains :** sd. 6, 16, 24, 76, 98, 151, 289, 359, 371, 388, 416, 426, 455, 488, 389, 391, 402, 403, 476 et 482.

**Pierrier :** sd. 19.

**Sépulture de chien :** sd. 307.


**Épandages latéraux à la fosse du Vernet :** sd. 435, 436, 437, 438, 439, 457, 458, 476, 480 et 481.


**Fosse du Vernet :** sd. 433, 434, 445, 455, 456, 459, 460, 461, 477, 478, 479 et 603. Fosse de 3 m de profondeur constatée, ayant recueilli dans les années 1980 les débris d'au moins 3 baraquements liés au camp d'internement du Vernet (verre, céramique, objets métalliques, béton, éverite, métal, débris divers, etc.).


 Limite du diagnostic


Sondage archéologique

 Négatif

 Avec des drains ou des pierriers

 Avec une/des structure(s) archéologique(s)

 Comprenant des épandages de débris des baraquements liés au camp du Vernet

 Localisant une fosse de 3 m de profondeur contenant les débris des baraquements liés au camp du Vernet



[ill. 2] Des lieux oubliés...

- Abri enterré de Touffréville, probablement allemand car très similaire à des positions de la Wehrmacht sur le front de l'Est. Des témoignages de vétérans britanniques évoquent l'existence de tels abris souterrains à cet endroit précis du front de Normandie, à l'est de Caen, où les combats se sont prolongés du 6 juin au 21 août 1944.
- L'une des cabanes de fortune du camp de prisonniers allemands de La Glacière, près de Cherbourg. Celle-ci comporte des vestiges de plancher ainsi que les restes d'un poêle de fortune bricolé à partir de matériaux de récupération par les détenus eux-mêmes, qui étaient

employés au déminage, au déblaiement des ruines ou dans les fermes des environs.

- Le camp de prisonniers allemands « Fronstalag 230 » de la Chauvinerie, à Poitiers, a été mis au jour lors de deux diagnostics conduits en 2008 et 2011. Au nombre des vestiges du camp, des allées en calcaire compactées par les détenus eux-mêmes, à l'aide de rouleaux à main.
- Le camp d'internement de Gurs (Pyrénées-Atlantiques) fut ouvert en 1939 par les autorités françaises afin d'y regrouper les réfugiés de la guerre civile espagnole, puis servit sous l'Occupation à l'internement de détenus politiques ou juifs. Après

son démantèlement en 1946, il tomba dans l'oubli jusqu'à la création d'un mémorial national en 1994, rénové en 2007. Cette baraque en bois de 30 mètres sur 6, l'une des trois cents que comportait le camp, destinée à loger une soixantaine d'internés, a été reconstituée à partir des ultimes vestiges présents sur le site et des documents d'archives.

- L'une des baraques du camp de Rivesaltes avant la création du mémorial, inauguré en 2015. Ce camp fut surnommé par Serge Klarsfeld « le Drancy de la zone libre » en raison de son rôle dans la déportation des juifs étrangers du Sud de la France en 1942. Il accueillit plusieurs catégories d'internement depuis

sa fondation en 1935 jusqu'à son déménagement en 2007.

- Le camp d'internement du Vernet (Ariège), fut ouvert en 1939 pour y interner les combattants de la guerre d'Espagne (républicains et membres des Brigades internationales) puis utilisé de 1942 à 1944 pour le regroupement et la déportation des juifs. Il a donné lieu en 2022 à un diagnostic qui a permis de restituer son plan et de fouiller une vaste fosse-dépotoir d'où ont été exhumés de nombreux objets en rapport avec le quotidien des détenus.



a



b



[ill. 3] Sépultures de soldats des deux camps, allemand et britannique, mises au jour à Maltot (Calvados), au pied de la cote 112. Ce grenadier allemand (a), retrouvé couché sur le ventre dans une simple fosse, a été,

observé en Normandie, oublié après la guerre. Les corps des soldats britanniques (b), en revanche, ont été inhumés dans des tombes provisoires signalées en surface, puis relevées au terme des combats afin d'être réinhumés dans des cimetières

militaires. Dans ce cas, les archéologues ne retrouvent que des restes partiels, souvent d'extrémités (mains, pieds), accompagnés de matériel, ainsi que des enveloppes souples, toiles ou bâches, dans lesquelles les corps étaient enveloppés.

[ill. 4] Cette fosse mise au jour à Bourguébus (Calvados), en secteur canadien, dans l'emprise d'un vaste établissement enclous de l'âge du Fer, correspond à un atelier mécanique temporaire pour la réparation d'un char Sherman.

la fin des années 1940. Bien d'autres vestiges resurgissent de ce passé enfoui, comme en 2019 à Chaumes-en-Retz (Loire-Atlantique), où une opération motivée par l'existence de l'aqueduc antique d'Arthon-en-Retz a mis en évidence une position de tir des forces françaises lors des combats de la poche de Saint-Nazaire en décembre 1944<sup>23</sup>. On le devine, enrichir la carte archéologique de ces nombreuses données relatives à des aménagements réalisés pendant les conflits armés du xx<sup>e</sup> siècle constituerait une aide appréciable à leur gestion, même si cela n'écarte pas le risque de maîtriser insuffisamment l'intérêt scientifique des découvertes lors de leur mise au jour.

L'analyse des diagnostics réalisés en France ces dernières années, ainsi que celle de leur motivation, suggère cependant une augmentation significative des prescriptions ayant pour objectif l'étude de sites en contexte militaire. C'est le cas en Normandie (ill. 1), avec le diagnostic conduit en 2013 auprès de La Glacière<sup>24</sup>, l'opération réalisée en 2019 sur la batterie de Longues-sur-Mer (Calvados)<sup>25</sup>, ou celle conduite sur l'extension du musée de la batterie de Merville-Franceville-Plage (Calvados) qui a vu la mise au jour d'un encuvement demeuré enfoui depuis la guerre<sup>26</sup> (Lelièvre 2021). On peut aussi mentionner les diagnostics récemment prescrits à Cherbourg, sur une aire de dépôt de carburants de 1941<sup>27</sup>, ou à Paluel (Seine-Maritime), sur un important point d'appui allemand comprenant une station radar<sup>28</sup>. En Pays de la Loire, ces cinq dernières années ont mené les archéologues à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), notamment en 2015, lors du diagnostic d'un bunker appartenant aux défenses portuaires<sup>29</sup>, ou, en 2019, en presqu'île de Guérande (Loire-Atlantique), sur plusieurs éléments du mur de l'Atlantique. Pour 2021, on recense deux nouveaux diagnostics motivés par l'analyse du système de défense allemand : à Saint-Nazaire, rue du Fort-de-l'Ève, pour l'étude d'un aménagement de la forteresse portuaire<sup>30</sup>, ainsi qu'au Mans, au sein de la cité administrative, sur des blockhaus du centre de commandement de la 7<sup>e</sup> armée allemande<sup>31</sup>. D'autres exemples peuvent être reconnus ailleurs en France, au nombre desquels le diagnostic, combien emblématique, conduit en 2018 à Natzwiller (Bas-Rhin) sur le site du camp de concentration de Natzweiler-Struthof<sup>32</sup>.

Après l'examen de la documentation disponible, on constate que les recherches ne vont en général pas au-delà de la phase de diagnostic, celle-ci étant alors jugée suffisante. Il est vrai que, souvent, les vestiges ne présentent qu'un faible intérêt ou s'avèrent si modestes qu'un diagnostic suffit à leur étude (un dépotoir ou un trou d'homme par exemple). Par ailleurs, l'examen des rapports des fouilles préventives achevées montre que nombre de sites n'ont été parfois révélés et identifiés qu'au moment même de la fouille, motivée quant à elle par l'analyse d'une autre phase d'occupation. Ainsi en est-il en 2011 avec l'étude de l'aérodrome de Coulombs, aménagé par la RAF en 1944 sur l'occupation antique du Bas-des-Prés, à Bretteville-

l'Orgueilleuse (Calvados)<sup>33</sup> (Carpentier, Macigny 2019, p. 84) : on attendait surtout les vestiges d'une villa antique ! Plus récemment, en 2020, une position de défense antiaérienne allemande fut mise au jour lors de la fouille du site préhistorique des Hautes Noales à Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime)<sup>34</sup>.

Quoi qu'il en soit, dans la plupart des régions, on ne recense au mieux qu'une seule fouille préventive menée à ce jour sur un site de contexte militaire, comme à Miramas (Bouche-du-Rhône). A contrario, dans les régions « pionnières » de l'Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est, de plus en plus de prescriptions de fouille préventive motivées sont dénombrées. En Normandie, après La Glacière et plus récemment le camp canadien de Fleury-sur-Orne (Calvados)<sup>35</sup>, on peut mentionner l'opération préventive menée à Blainville-sur-Orne (Calvados) sur une position rattachée à la tête de pont britannique sur l'Orne<sup>36</sup> ou en 2020, la fouille réalisée à Bretteville-sur-Odon (Calvados), sur près de 2,2 ha<sup>37</sup>. Cette dernière a concerné un point d'appui de la défense antiaérienne de la Luftwaffe situé dans le périmètre de l'aéroport de Caen-Carpique<sup>38</sup>. Alors que les sites de crash d'avion sont généralement étudiés par des associations de bénévoles ou par des organismes dépendant des ex-puissances belligérantes (États-Unis, Grande-Bretagne et Allemagne principalement), il faut ici signaler le diagnostic conduit au Val-de-Reuil (Eure) sur un gisement de cette nature<sup>39</sup>, tandis que l'une des fouilles de Fleury-sur-Orne a également permis de reconnaître les vestiges d'un crash militaire.

En Pays de la Loire également, dans le département de la Loire-Atlantique, plusieurs prescriptions de fouille ont inclus dans leurs objectifs l'étude de sites de la Seconde Guerre mondiale, comme en 2015 à Savenay, sur le camp de la Touchelais, comprenant l'étude du camp du corps expéditionnaire britannique devenu camp de prisonniers de guerre français (Frontstalag 182) et les vestiges d'un hôpital militaire allemand<sup>40</sup>. En 2015, la zone d'aménagement concerté (Zac) des Six Croix, à Donges, fut à son tour concernée par la fouille d'un bunker de la position de la Rovenais-Condé<sup>41</sup>. On pourra également mentionner la fouille de la zone d'activité de Brais à Saint-Nazaire, incluant l'étude d'un bunker<sup>42</sup> ou, plus récemment, en 2021, celle d'une station radio de la Luftwaffe à la Belle Étoile, commune de Grandchamp-des-Fontaines<sup>43</sup>.

D'autres régions ne sont pas en reste, et il faut évoquer par exemple l'importante opération menée de novembre 2021 à février 2022 sur le site de la Zac aéroportuaire de Tarbes à Azereix (Hautes-Pyrénées)<sup>44</sup>, intervenue à la suite d'un diagnostic réalisé en 2020, qui avait permis de mettre en évidence des vestiges d'aménagements défensifs des années 1940, attribués à la Luftwaffe, dans l'ancien aéroport de Tarbes<sup>45</sup>. Dans ce même cadre, à la suite d'un récent diagnostic conduit par l'Inrap sur un secteur du camp d'internement du Vernet (Ariège)<sup>46</sup>, en fonctionnement entre 1939

23. Diagnostic rue du Stade, RO : A. Levillayer, Grand Patrimoine de Loire-Atlantique ; information d'I. Bollard-Raineau, conservatrice régionale de l'archéologie des Pays de la Loire.

24. Diagnostic à la Gendarmerie, RO : F. Delahaye, Inrap, 2012.

25. Diagnostic 39 rue de la Mer, RO : J.-Y. Lelièvre, service départemental de l'archéologie du Calvados.

26. Diagnostic place du 9<sup>e</sup> Bataillon, RO : J.-Y. Lelièvre, service départemental de l'archéologie du Calvados, 2019.

27. 1 route de Nielles, responsable d'opération : B. Labbey, Inrap.

28. Hameau de Conteville, RO : B. Labbey, Inrap, 2019 ; information C. Billard.

29. Quartier du Petit Maroc, RO : A. Le Boulaire, Inrap.

30. RO : A. Le Boulaire, Inrap.

31. RO : A. Le Boulaire, Inrap, 2020 ; information d'I. Bollard-Raineau.

32. RO : A. Bolly, Archéologie Alsace.

33. RO : C.-C. Besnard-Vauterin, Inrap.

34. RO : C. Riche, Inrap.

35. Les Hauts de l'Orne et rue Louise-Michel, RO : E. Ghesquière, Inrap, 2014 et 2016.

36. Zac Terre d'avenir, RO : V. Carpentier, Inrap, 2017.

37. RO : B. Labbey, Inrap.

38. Cf. Pierre Barthélémy, « Archéologie : un vaste site fortifié de la Luftwaffe ressort de terre près de Caen », *Le Monde*, 11 juillet 2020 : [https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/07/11/une-base-de-la-luftwaffe-ressort-de-terre-pres-de-caen\\_6045903\\_1650684.html](https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/07/11/une-base-de-la-luftwaffe-ressort-de-terre-pres-de-caen_6045903_1650684.html).

39. RO : C. Beurion, Inrap, 2018.

40. RO : A. Le Boulaire, Inrap.

41. RO : A. Le Boulaire, Inrap.

42. RO : M. Sassi, Archeodunum, 2019.

43. RO : A. Le Boulaire, Inrap ; information d'I. Bollard-Raineau.

44. RO : G. Seguin, Èveha.

45. RO : D. Colonge et C. Dunikowski, Inrap.

46. Saverdun, RO : L. Cordier, Inrap, 2022.



[ill. 5] Productions de prisonniers de guerre.

a. À Coyolles (Asine), la fouille du camp de prisonniers allemands, en 2014, a vu la mise au jour d'une exceptionnelle collection d'objets en lien avec le séjour et les activités des détenus. Parmi les nombreux objets recueillis, plusieurs témoignent d'activités de « bricolage » mises en œuvre à des fins de troc ou de revente auprès des populations des environs, comme ce cadre porte-photo en forme de cœur, réalisé à partir de tôles récupérées. D'autres matériaux étaient recyclés, notamment pour la confection de vêtements et de chaussures.

b. Sur le vaste camp de Miramas (Bouches-du-Rhône), les témoins de « bricolages » de fortune

sont également nombreux : en témoignent ces poêles confectionnés par les détenus dans des bidons recyclés.

c. À Fleury-sur-Orne (Calvados) ont été mis au jour les vestiges d'un vaste camp de repos canadien ainsi que les abords d'un immense camp de prisonniers allemands ouvert au sud de l'agglomération caennaise, où séjournèrent quelque 10 000 détenus, de 1944 à 1948. Au nombre des installations reconnues, ce réseau de drainage sanitaire comprenant plusieurs conduites enterrées formées de caisses de munitions en emploi, percées et disposées bout à bout. Elles formaient une patte d'oie reliée à une fosse de décantation. Ce type d'aménagement sanitaire, parfois évoqué par les archives

de la Croix-Rouge, revêtait une importance cruciale face aux risques d'épidémie.

d. Sur le camp de prisonniers allemands de Bétheny (Marne), découvert en 2013 près de Reims et où les fouilles se poursuivent actuellement, a été mise au jour cette cabane à usage de douche, qui était recouverte d'une toile de tente. Il s'agit là encore de l'un des rares témoins des pratiques d'hygiène collective mises en œuvre au sein de ces sites d'internement.

e. Les interventions archéologiques sur des sites d'internement oubliés réactivent quelquefois les mémoires locales. Ce fut le cas à la suite de la fouille du camp de La Glacière (Manche), qui permit la redécouverte, chez des particuliers établis au

voisinage du camp, de portraits peints par un détenu et cédés en échange de quelques fournitures ou en guise de remerciement.

f. Au camp de Stenay (Meuse), un lot de galoches fabriquées par les détenus illustre assez bien à la fois leur dénuement et les pratiques de confection à partir de matériaux recyclés.

g. De même, cette « botte d'hiver » du camp de Bétheny, un brodequin enveloppé dans une toile réglementaire de fabrication hongroise, à la manière d'une « chaussette russe », est évocatrice des rigueurs de l'internement au cours des rudes hivers champenois.





et 1944 [ill. 2 : f], une prescription de fouille serait susceptible d'être prise qui devrait concerner une zone de rejet-dépotoir<sup>47</sup>.

Les analyses que l'on peut faire sur ces diverses interventions démontrent que la recherche archéologique menée en France dans le cadre de fouilles préventives se déploie aujourd'hui préférentiellement sur trois types de site : des lieux d'internement ; des zones de stationnement de troupes à différentes échelles en lien avec les phases de combat ; des ouvrages défensifs du Mur de l'Atlantique.

### Les lieux d'enfermement

Depuis la découverte du camp de La Glacière en 2006, les travaux sur des camps d'internement militaire se sont multipliés (*cf. supra*). Toutes ces fouilles ont vu la redécouverte de sites oubliés et ont mis en lumière les conditions de vie et de détention des prisonniers de l'Axe sur le sol

français, jusqu'à la fin de la décennie 1940. Ces études peuvent être rapprochées d'autres portant sur des sites de même nature à l'échelle internationale. Entre autres originalités, on relève ici l'importance toute particulière du mobilier et notamment des petits objets « bricolés », depuis le réchaud confectionné dans une caisse de ration métallique jusqu'à des bijoux, tableaux et autres ustensiles parfois vendus ou échangés hors des camps. Ainsi, à Stenay ou à Miramas, tout comme dans d'autres camps de prisonniers alliés - en Norvège par exemple (Romsdal : Jasinski 2013 ; Sværholt : Grabowski *et al.* 2014) -, les fouilles ont montré que les détenus collectaient et recycloient systématiquement divers matériaux, toiles d'uniforme, cuir de brodequins américains, sangles ou musettes, en vue de servir à la confection de galoches et autres accessoires du quotidien [ill. 5].

Ces études de camps de prisonniers de guerre peuvent être mises en parallèle avec d'autres

47. Informations de Didier Delhoume, conservateur régional de l'archéologie d'Occitanie.



a



b

[ill. 6] Des indices d'identification.  
a. Fouille d'une association de mémoire américaine sur le site du crash d'un bombardier B17 de l'USAAF à Néron (Eure-et-Loir), dans le but d'y retrouver des restes humains susceptibles de permettre d'identifier des pilotes disparus par leur ADN. Les terres décapées en surface dans le périmètre du crash

sont passées au tamis (responsables d'opération : Adam Frecchia et Tiffany Saul, Defense POW/MIA Accounting Agency, 2021).  
b. Cette intervention sur le site du crash d'un avion allemand tombé dans les marais de Saint-André-de-Bohon (Manche) a permis d'exhumer diverses pièces intactes de l'aéronef, dont cette partie de carlingue

recherches menées en France sur plusieurs sites dédiés quant à eux à l'internement de civils. J.-P. Legendre a été l'un des premiers archéologues à en dresser l'inventaire, révélant une catégorie de vestiges bâtis et immobiliers peu renseignée par ailleurs, qui comprend de nombreux lieux d'incarcération et camps de regroupement ou de transit, la plupart à l'état d'abandon, pour lesquels il est apparu urgent de mettre en place des solutions adaptées de protection (Legendre 2017). Retenons parmi ces sites ceux en rapport avec la Retirada espagnole, dès avant le déclenchement même du conflit (Argelès, Barcarès, Gurs ou Saint-Cyprien dans les Pyrénées-Orientales; Agde dans l'Hérault; Bram dans l'Aude; Septfonds en Tarn-et-Garonne), dont beaucoup furent réutilisés par le gouvernement de Vichy tandis que d'autres furent construits dans tout le pays afin d'y incarcérer des juifs avant leur déportation (Beaune-la-Rolande et Pithiviers dans le Loiret; Compiègne dans l'Oise; Drancy en Seine-Saint-Denis), des Tsiganes (Montreuil-Bellay en Maine-et-Loire), des militants communistes (Rieucros et Le Vernet en Ariège) et toutes sortes d'opposants, résistants ou suspects arrêtés à titre préventif (Peschanski 2002). Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, au terme d'une longue période d'oubli, des mesures de protection et de reconnaissance publiques furent édictées à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales, en 2000), aux Milles à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône, en 2004), à Drancy (en 2005) ou à Montreuil-Bellay (en 2010). À cette occasion, des études archéologiques de bâti furent conduites sur plusieurs sites d'internement français convertis en mémoriaux : Drancy (Pouvreau dir. 2013; Pouvreau 2014), Compiègne Royallieu<sup>48</sup> (Ziegler 2007), le fort de Romainville (Fontaine *et al.* 2012; Fontaine 2013) ou la prison de Fresnes, célèbre surtout pour ses graffitis carcéraux sauvés

de l'oubli par Henri Calet dès la fin de la guerre (Calet 1945; Schmitt 2011). En Alsace-Moselle annexée, J.-P. Legendre et M. Landolt ont mené des investigations sur une série de camps de travail forcé et d'internement politique pour *Ostarbeiter* (déportés civils « travailleurs de l'Est ») (Legendre, Wilmouth 2011). Enfin, l'Alsace vit ériger sur son sol le seul véritable camp de concentration nazi présent sur l'actuel territoire français : le « KL Natzweiler », où plusieurs opérations archéologiques préventives puis programmées ont mis au jour, de 2018 à 2021, de nombreux objets en lien avec la période concentrationnaire et la Libération; surtout, à l'occasion des recherches programmées de M. Landolt et J. Brangé en 2020 et 2021, intégrant prospections géophysiques, carto- et photo-interprétation, recherches en archives, couvertures LiDAR<sup>49</sup> et sondages ponctuels, a été réalisé le premier inventaire exhaustif des aménagements du camp et dressée leur cartographie<sup>50</sup>. Plusieurs vestiges d'installations bâties et industrielles ont également été identifiés, ainsi que des tunnels conservés aux abords de la carrière et des séries de graffitis inédites. Ces fouilles se poursuivent dans le cadre du PCR dirigé par M. Landolt, tandis que J. Brangé continue les recherches sur les camps annexes du Struthof situés dans l'actuel territoire français, en parallèle d'un programme de recherche européen qui leur est dédié outre-Rhin depuis 2017 par l'université de Bade-Wurtemberg (Hausmair, Bollacher 2018; 2019).

### Les champs de bataille et les dispositifs défensifs

Les zones d'affrontement, en Normandie notamment, ont livré elles aussi un grand nombre de vestiges, tantôt directement liés aux combats proprement dits (abris de combattants, positions d'artillerie, zones de parachutages...), tantôt

48. RO: S. Ziegler, conseil général de l'Oise, 2007.

49. *Light Detection And Ranging* (détection et télémétrie par la lumière).

50. Mémoire de master 1 recherche de J. Brangé: « Étude architecturale de l'ancien camp de Natzweiler-Struthof (67): croisement des données archivistiques et archéologiques », université de Strasbourg, 2020.



c

immatriculée grâce à laquelle l'identification de l'appareil et de son équipage a été confirmée (responsable d'opération : Franck Lejeune, Association normande pour le souvenir aérien, 2010).  
c. Trois vétérans de la RAE, Vic Cassapi, Bill Anderson et Allan Jarnell, sont de retour, le 24 octobre 1998, cinquante-trois ans après,

sur le site du crash de leur appareil, un bombardier Lancaster dont les vestiges ont été fouillés et identifiés par J.-P. Legendre. En marge du monument commémoratif inauguré en hommage à leurs camarades disparus, ils examinent l'un des vestiges de leur avion retrouvé en fouille.

à leurs conséquences (sépultures provisoires, cratères de bombe, destructions...). Dans certains secteurs, les archéologues normands sont désormais en mesure d'aborder l'échelle historiquement pertinente du théâtre d'opérations, dont l'étendue spatiale atteint, au cours du xx<sup>e</sup> siècle, une envergure inédite dans l'histoire de l'humanité; les sites localisés autour de Caen, secteur où l'aménagement est particulièrement dynamique, sont à ce jour les mieux documentés: sites d'atterrissage et de combat de la 6<sup>e</sup> division aéroportée britannique et des unités rattachées; villages où, comme à Anguerny<sup>51</sup>, de récentes fouilles ont mis au jour divers témoins des âpres combats livrés par les troupes anglo-canadiennes; aires de bombardements aériens (*carpet-bombings*); vestiges d'immenses camps de regroupement comme, à Fleury-sur-Orne, au sud de Caen, celui de la 2<sup>e</sup> division d'infanterie canadienne, dans l'emprise duquel ont été fouillées des positions d'artillerie allemandes et alliées ainsi que nombreux abris creusés dans le sol par les fantassins et artilleurs canadiens, côtoyant les vestiges d'un vaste camp de prisonniers allemands ainsi que des carrières-refuges de civils fuyant les bombardements (Carpentier, Labbey à paraître). En 2014, ces vestiges ont constitué le second enjeu de la prescription des fouilles préventives.

Quelques rares autres sites comparables ont été ou sont appelés à être fouillés en France. Pour le Grand Est, on peut ainsi évoquer l'étude de la Labor Service Company 8845, occupant la ferme du château du Charmois, à Vandœuvre-lès-Nancy en Meurthe-et-Moselle (Jacquemot, Legendre 2011, p. 186-221); d'autres lieux devraient également être concernés, comme le camp de Bazancourt (Marne), qui a fait l'objet d'une récente proposition de prescription de fouille préventive examinée

par la CTRA Est en novembre 2019. Le cas de la Normandie reste pour l'heure le plus éclairant. Il y a bien été démontré à la fois le potentiel qu'offre le croisement des données archéologiques avec les sources historiques qui s'y rapportent et le caractère d'urgence de cette prise en compte des vestiges du conflit, dont la plupart se situent dans des espaces aujourd'hui densément urbanisés, où ils ont *a priori* tous disparu au moins depuis les années 1980, sans aucun suivi archéologique (Carpentier *et al.* 2018). En quelques années seulement, l'interprétation de ces découvertes a requis l'établissement de référentiels neufs à partir de sources historiques et militaires variées - archives et histoires officielles, manuels d'instruction militaire, couvertures photographiques de la RAF ou de l'US Army Air Force (USAAF) -, complétées par les récits, témoignages oraux, correspondances et photographies privées, etc. Dans le cadre de ce travail préliminaire, un dialogue fructueux a pu être établi avec les historiens spécialistes du conflit, et il est donc remarquable, ce que souligne Yves Desfossés dans le bilan de la CTRA Ouest 2017-2021, de constater l'émergence, en France, de cette *Battlefield Archaeology* bien davantage représentée jusqu'alors dans la recherche anglo-saxonne.

Par ailleurs, les découvertes de restes ou de corps de soldats oubliés, comme à Maltot et Éterville<sup>52</sup> (Calvados) mais aussi en Pays de la Loire - par exemple sur le tracé d'un fossé antichar identifié à Avrillé (Maine-et-Loire) -, permettent aujourd'hui de réinterroger bien sûr la violence des combats mais aussi et surtout les gestes particuliers qui ont accompagné l'ensevelissement des cadavres (entre respect et vengeance). Il importe donc, quand cela est possible, que l'archéologie puisse accompagner les découvertes, très souvent fortuites bien qu'évidentes dès que l'on se situe sur une zone de combats intenses. Encore trop peu abordée, la question de la culture matérielle en temps de guerre, des comportements des civils dans la violence de guerre a également fait une timide apparition, et on saluera d'autant plus l'intérêt de l'étude de la carrière-refuge Saingt à Fleury-sur-Orne. Pour finir, on notera tout l'intérêt des réflexions en cours sur l'opportunité d'une archéologie à part entière du crash d'avion. On ne peut en effet évacuer l'analyse de tels sites en formulant le postulat que les avions comme les épisodes de crash sont déjà suffisamment bien connus grâce à d'autres sources. Plusieurs exemples ont au contraire clairement démontré que l'historique des faits reste souvent à réécrire (Legendre 2011a; Roumegoux 2018)<sup>53</sup>, et qu'il est possible d'identifier individuellement des membres d'équipage portés disparus depuis la guerre à la lumière d'informations précises concernant la localisation et l'identification des épaves d'aéronefs<sup>54</sup> [ill. 6].

D'autre part, après avoir été longtemps cantonnées à de simples opérations d'inventaire,

51. RO : V. Carpentier, Inrap, 2016.

52. RO : Pascal Couanon, SRA de Normandie, 2020.

53. Voir aussi le mémoire de master 1 de L. Aymard : « Sites de crashes et archéologie contemporaine en France. Bilan et préconisations pour une archéologie des crashes d'avions de la Seconde Guerre mondiale en France », université de Franche-Comté, 2021.

54. Tel ce pilote de planeur britannique de la 6<sup>e</sup> division aéroportée, disparu le 6 juin 1944, qu'il a été possible d'identifier en 2017 grâce à de tels éléments mis en rapport, plus de soixante-dix ans après, avec une simple photographie: voir V. Carpentier, « Sergeant Terence Collins » : [http://www.pegasusarchive.org/normandy/Biog2/Terence\\_Collins\\_1.htm](http://www.pegasusarchive.org/normandy/Biog2/Terence_Collins_1.htm).

des recherches se développent aujourd'hui sur de grands ouvrages défensifs et logistiques, s'intéressant notamment aux installations du Mur de l'Atlantique (blockhaus, stations radar, postes de tir, batteries, stations antiaériennes, etc.), disséminées tout au long des côtes françaises et plus particulièrement en Normandie, Pays de la Loire, Nouvelle-Aquitaine (par exemple autour du bassin d'Arcachon) et Occitanie. Citons, parmi les récentes avancées en Normandie, plusieurs opérations de diagnostic et de prospection conduites par l'Inrap ou les services des collectivités sur les grandes batteries côtières (Merville-Franceville-Plage, pointe du Hoc, Longues-sur-Mer), qui comptent parmi les sites de la Seconde Guerre mondiale les plus visités au monde. Ces travaux s'accompagnent d'un important dépouillement bibliographique et archivistique, couplé à des relevés topographiques et à des observations relatives à l'état de conservation des ouvrages. Ces recherches ont aussi d'ores et déjà permis de redécouvrir plusieurs sites ou aménagements oubliés, et démontré l'hétérogénéité de ce « mur » de l'Atlantique, trop souvent regardé à tort comme un tout cohérent. Tandis que la cartographie lacunaire de la batterie de Longues a été complétée, deux diagnostics menés à Merville ont également précisé le plan de la batterie<sup>55</sup>; sur le site de la pointe du Hoc, à l'ouest d'Omaha Beach, une équipe de l'Inrap a réalisé, à la requête de l'American Battle Monuments Commission en charge de la gestion du site depuis 1979, une prospection archéologique pluridisciplinaire,

incluant recherches au sol, études d'archives, photo-interprétation, relevés LiDAR et prospection électromagnétique, préalablement à l'ouverture d'un nouveau cheminement de visite<sup>56</sup>. Pour la première fois, la chronologie et le degré d'achèvement de la batterie à la date du 6 juin 1944, de même que la localisation et l'impact des cratères issus des bombardements aériens et navals des forces alliées, ont pu être étudiés précisément sur le terrain et confrontés aux archives et données historiques. On mesure l'intérêt partagé de telles démarches, qui se développent parallèlement à des projets visant à la conservation et à la protection de ces vestiges, dont beaucoup sont aujourd'hui menacés par l'aménagement, la montée des eaux et l'érosion des côtes. Il en va de même des prospections conduites dans les massifs forestiers de l'Ouest français, qui révèlent les vestiges oubliés de nombreuses constructions et réseaux logistiques de l'armée allemande, dont le détail est peu ou non documenté par ailleurs (Passmore *et al.* 2017).

Il est aujourd'hui évident qu'il existe bien une archéologie nationale de la Seconde Guerre mondiale, plus mature, et qui peu à peu en vient à développer des problématiques scientifiques mieux maîtrisées. On le doit tant aux agents des SRA qu'à de nombreux chercheurs, en particulier de l'Inrap, de collectivités comme d'organismes privés (Éveha, Archéodunum...) ou, quoique plus rarement, des universités (Caen, Dijon, Strasbourg...). Les services de l'État même se montrent de plus en plus ouverts aux

55. Outre le diagnostic déjà cité (n. 26), un autre a été mené au 34 avenue Alexandre-de-Lavergne; RO: V. Carpentier, Inrap, 2017.  
56. RO: G. Bellan et C. Marcigny, 2019; observations archéologiques de V. Carpentier et B. Labbey.

Pour les opérations archéologiques citées dans cet article, les références, notices et documents liés des rapports sont consultables sur le catalogue des fonds documentaires de l'Inrap: <https://dolia.inrap.fr>, ou dans les SRA.

- ADAM F. 2006 : *Alain-Fournier et ses compagnons d'armes : une archéologie de la Grande Guerre*, Metz, Serpenoise, 219 p.
- AUDOIN-ROUZEAU S., BECKER A., INGRAO C., ROUSSO H. (DIR.) 2002 : *La violence de guerre : 1914-1945. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Bruxelles - Paris, Complexe - IHTP - CNRS (coll. Histoire du temps présent), 348 p.
- BARBEAU S., CARPENTIER V., LABBEY B., LEFEBVRE R. À PARAÎTRE : Du provisoire qui dure. Réflexions autour de quelques sépultures de la bataille de Normandie à Maltot, cote 112, (Calvados), in *De Verdun à Caen. L'archéologie des conflits contemporains, Actes des colloques internationaux, Verdun, 11-13 octobre 2018, Caen, 27-28 mars 2019*.
- BRODEUR J., STÉFANINI G. 2014 : La sépulture de deux soldats allemands de la bataille d'Angers en août 1944. Croisement de sources orales et archéologiques sur le traitement de vaincus, *Archéologies. Archéologie & société*, 39, p. 56-63.
- CALET H. 1945 : *Les murs de Fresnes*, Paris, Éd. des Quatre-Vents.
- Carpentier V. 2020 : La guerre et la consommation d'alcool. Vestiges archéologiques de la Seconde Guerre mondiale, *Archéologies. Archéologie & société*, 47, p. 86-93.
- CARPENTIER V. À PARAÎTRE : *Pour une archéologie de la Seconde Guerre mondiale*, Paris, La Découverte - Inrap.
- CARPENTIER V., DUJARDIN L., MARCIGNY C. 2016 : « Archéologie du refuge » ou de « l'enfermement volontaire », *Les nouvelles de l'archéologie*, 143, p. 59-63.
- CARPENTIER V., GHESQUIÈRE E., LABBEY B., MARCIGNY C. 2021 : *Archaeology, D-Day, and the Battle of Normandy: 'The Longest Day', a landscape of myth and materiality*, in Saunders N. J., Cornish P. (dir.), *Conflict Landscapes. Materiality and Meaning in Contested Places*, Routledge, p. 260-273.
- CARPENTIER V., LABBEY B. À PARAÎTRE : Quelle contribution de l'archéologie à l'histoire d'un champ de bataille de la Seconde Guerre mondiale ? Autour des théâtres d'opération de la bataille de Normandie (6 juin-29 août 1944), in *De Verdun à Caen. L'archéologie des conflits contemporains, Actes des colloques internationaux, Verdun, 11-13 octobre 2018, Caen, 27-28 mars 2019*.
- CARPENTIER V., MARCIGNY C. 2019 (1<sup>re</sup> ÉD. 2014) : *Archéologie du Débarquement et de la bataille de Normandie*, Rennes - Paris, Ouest-France - Inrap.
- CARPENTIER V., MARCIGNY C., FLOTTÉ D. 2018 : Un puzzle à grande échelle ? Caen, sa plaine et la vallée de l'Orne du Néolithique au xx<sup>e</sup> s. : retour critique sur 20 ans d'expérience, de l'acquisition à la modélisation des données archéologiques, *Bulletin de la Société archéologique champenoise*, 110-4, p. 5-30.
- COLLAVERI G. 2013 : Sites de crash d'avions anciens, *Archéologie de la France - Informations*. [URL : <https://journals.openedition.org/adlfi/17658>, consulté le 3 juin 2022].
- COLLECTIF 2013 : *Les graffiti du camp de Drancy : des noms sur les murs*, Gand (Belgique), Snoeck, 157 p.
- CONSEIL NATIONAL DE LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE 2016 : *Programmation nationale de la recherche archéologique*, Ministère de la Culture, 216 p.
- DELESTRE X. 2020 : *Archéologie contemporaine en Provence - Alpes - Côte d'Azur : de la mer à la montagne. Recherches, conservation, pillages*, Aix-en-Provence, Ministère de la Culture, Drac Paca, 135 p.
- DESPANQUE G., GARMOND N., SCHNEIDER V., GOMES M., LAUDRIN F. 2019 : Deux chaînons du vaste réseau de camps américains pour prisonniers de guerre allemands de la Seconde Guerre mondiale : Béthény (Marne) et Coyolles (Aisne), *Revue archéologique de l'Est*, 67, p. 425-471.
- EARLY R. 2013 : *Excavating the World War II Prisoner of War camp at La Glacrie, Cherbourg, Normandy*, in Mytum H., Carr G. (dir.), *Prisoners of War: Archaeology, Memory, and Heritage of 19th- and 20th-Century Mass Internment*, New York, Springer (coll. Contributions To Global Historical Archaeology), p. 95-115.
- FICHET DE CLAIRFONTAINE F. 2013 : Le camp de travail de prisonniers de guerre allemands 112 A, *Archéologie en Basse-Normandie*, 2.
- FICHET DE CLAIRFONTAINE F. 2016 : Pour fouiller les camps d'enfermement de la Seconde Guerre Mondiale ? Le camp de La Glacrie (Manche), *Les nouvelles de l'archéologie*, 143, p. 48-53.
- FICHET DE CLAIRFONTAINE F., PRESTREAU M. À PARAÎTRE : Bilans et enjeux de la recherche archéologique sur la Seconde Guerre mondiale en France et en Europe, in *De Verdun à Caen. L'archéologie des conflits contemporains, Actes des colloques internationaux, Verdun, 11-13 octobre 2018, Caen, 27-28 mars 2019*.
- FONTAINE T. 2013 : Les graffiti de la casemate n° 17 du fort de Romainville. Résultats d'une recherche, in Weyssow D. (dir.), *Les caves de la Gestapo : reconnaissance et conservation, Actes de la journée d'étude du 21 octobre 2011, Bibliothèque royale de Belgique*, Paris, Kimé (coll. Entre histoire et mémoire), p. 134-156.
- FONTAINE T., ZAIDMAN S., CLESSE J. 2012 : *Graffiti de résistants : sur les murs du fort de Romainville, 1940-1944*, Lyon, Libel, 159 p.
- GARMOND N. 2015 : Archéologie d'un camp de prisonniers de la Seconde Guerre mondiale. Le POW Stockade n° 3 du Q-256, Reims-Béthény (Marne), *Bulletin de la Société archéologique champenoise*, 108-1, p. 55-57.
- GRABOWSKI R., OLSEN B., PÉTURSDÓTTIR Þ., WITMORE C. 2014 : Teillager 6 Sværholt: The Archaeology of a World War II Prisoner of War Camp in Finnmark, Arctic Norway, *Fennoscandia archaeologica*, XXXI, p. 3-24.

questionnements engagés autour de l'archéologie du « passé contemporain », et le développement de prescriptions de diagnostic comme de fouille préventive motivées par la présence de vestiges de contexte militaire l'atteste assez clairement. S'il reste du chemin à parcourir pour dépasser aussi les réticences, s'il reste à mieux assurer la formation des archéologues (ce que plusieurs universités tendent à faire, à Dijon par exemple), ce champ de recherche ne peut plus aujourd'hui être réduit au rang de simple auxiliaire de la discipline historique.

On ne peut plus non plus résumer l'archéologie de la Seconde Guerre mondiale au seul inventaire de données, à une simple (même si indispensable) démarche mémorielle ou patrimoniale. Les données acquises depuis une vingtaine d'années ont souvent contribué au renouvellement profond des approches, certes plus « au ras du sol » comme l'écrit Gabriel Moshenska (Moshenska 2016), mais aptes à réinterroger une histoire quelquefois trop bien ficelée par le discours historicisant comme à dépasser les mythes guerriers étroitement associés aux grands champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale, à l'image de celui du « Jour le plus long », en Normandie (Carpentier *et al.* 2021). L'archéologie des conflits nous rapproche ainsi davantage de la matérialité et du quotidien des combats en venant interroger l'histoire des comportements, dans ce contexte si singulier qu'est la violence de guerre dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle (Audoin-Rouzeau *et al.* dir. 2002) : techniques d'assaut et de défense - notamment les différents types d'abris de combattants,

ces innombrables « trous d'homme » au sujet desquels une typologie commence d'être esquissée en Normandie -, mais aussi pratiques en rapport avec le traitement des corps (sépultures provisoires), l'hygiène ou l'alimentation des troupes, dont certains aspects originaux ont d'ores et déjà été soulignés - comme la consommation d'alcool perçue à travers les contenants abandonnés dans les positions et dépotoirs militaires (Carpentier 2020). Ce faisant, l'archéologie s'invite désormais à un débat qui, outre l'histoire elle-même, fait appel à d'autres sciences. Par le biais de cette approche interdisciplinaire, elle confronte les sources textuelles, orales et photographiques ou cinématographiques avec celles du sol, qui conserve diverses traces et composantes mémorielles du conflit, en lien notamment avec sa dimension anthropologique, dévoilée par le décryptage de faits et de comportements spécifiques, tant des soldats que des civils. Cette recherche prometteuse, qui en France n'en est qu'à ses prémices, s'inscrit dans un contexte international aussi riche qu'hétérogène, depuis les vastes prospections conduites sur ce thème par les chercheurs anglo-saxons depuis les années 1980 jusqu'aux travaux menés actuellement sur les théâtres américains et japonais de la guerre du Pacifique, les épaves sous-marines, les lignes de front et charniers du front de l'Est, les camps de concentration et d'extermination du III<sup>e</sup> Reich (Carpentier à paraître). Il n'est guère douteux qu'elle connaîtra encore de passionnants développements dans un proche avenir.

- HAUSMAIR B., BOLLACHER C. 2018 : Die baden-württembergischen Außenlager des KZ Natzweiler-Struthof - Denkmalfachliche Überlegungen zu einem schwierigen kulturellen Erbe, *Die Denkmalpflege*, 76-2, p. 152-158.
- HAUSMAIR B., BOLLACHER C. 2019 : „Lagerarchäologie“ zwischen Bürgerinitiativen und Denkmalpflege am Beispiel des KZ-Komplexes Natzweiler, *Archäologische Informationen*, 42, p. 59-70.
- JACQUEMOT S., LEGENDRE J.-P. (DIR.) 2011 : *Vestiges de guerres en Lorraine : le patrimoine archéologique des conflits mondiaux*, Metz, Serpenoise, 230 p.
- JASINSKI M. E. 2013 : Reinforced Concrete, Steel and Slaves: Archaeological Studies of Prisoners of World War II in Norway-The Case of Romsdal Peninsula, in Mytum H., Carr G. (dir.), *Prisoners of War: Archaeology, Memory, and Heritage of 19th- and 20th-Century Mass Internment*, New York, Springer (coll. Contributions To Global Historical Archaeology), p. 145-165.
- LANDOLT M. 2018 : L'archéologie des lieux d'internement. L'exemple du fort de Queuleu à Metz (Moselle), in Goven F. (dir.), *Le patrimoine de l'enfermement*, Paris, Éd. du Patrimoine - Centre des monuments nationaux (coll. Monumental, 2018-1), p. 108-109.
- LECONTE S. 2014 : Un camp d'internement de la Seconde Guerre mondiale près de Poitiers. Le Frontstalag 230 et le centre de séjour surveillé, *Archéopages. Archéologie & société*, 39, p. 76-81.
- LEGENDRE J.-P. 2011A : Le bombardier de Fléville-devant-Nancy, in Jacquemot S., Legendre J.-P. (dir.), *Vestiges de guerres en Lorraine : le patrimoine archéologique des conflits mondiaux*, Metz, Serpenoise, p. 138-155.
- LEGENDRE J.-P. 2011B : Le camp de prisonniers allemands de Vandœuvre-lès-Nancy, in Jacquemot S., Legendre J.-P. (dir.), *Vestiges de guerres en Lorraine : le patrimoine archéologique des conflits mondiaux*, Metz, Serpenoise, p. 186-221.
- LEGENDRE J.-P. 2017 : The Archaeological Study of French World War II Internment Camps, in Blaising J.-M., Driessen J., Legendre J.-P., Olivier L. (dir.), *Clashes of time: the contemporary past as a challenge for archaeology*, Louvain-La-Neuve (Belgique), Presses universitaires de Louvain.
- LEGENDRE J.-P. 2021 : Un nouveau champ de recherche pour l'archéologie : le passé contemporain, in Delestre X. (dir.), *Les services régionaux de l'archéologie, 1991-2021 : trente ans d'une histoire en mouvement*, Paris, Éd. du Patrimoine - Centre des monuments nationaux, p. 139-143.
- LEGENDRE J.-P., WILMOUTH P. 2011 : Les camps de déportés du travail en Moselle : les *Ostarbeiter*, in Jacquemot S., Legendre J.-P. (dir.), *Vestiges de guerres en Lorraine : le patrimoine archéologique des conflits mondiaux*, Metz, Serpenoise, p. 176-177.
- LELIÈVRE J.-Y. 2021 : Merville-Franceville-Plage. Place du 9<sup>e</sup> Bataillon, in SRA de Normandie (dir.), *Bilan scientifique de la région Normandie 2019*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, p. 78-79.
- MARCIGNY C. 1999 : Mosles. La Pièce du Pressoir, in SRA de Basse-Normandie (dir.), *Bilan scientifique de la région Basse-Normandie 1998*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, p. 43-44.
- MOREAU G. 2002 : *Crashes en Saône-et-Loire, 1939-1945*, Le Creusot, Les Nouvelles Éditions du Creusot, 288 p.
- MOSHENSKA G. 2016 : Thèmes et théories de l'archéologie des conflits modernes, in Guilaine J., Sémelin J. (dir.), *Violences de guerre, violences de masse : une approche archéologique*, Paris, La Découverte, p. 195-208.
- PASSMORE D. G., CAPPS-TUNWELL D., REINDERS M., HARRISON S. 2017 : Towards an archaeology and geography of Second World War German munitions storage sites in north-west Europe, *Journal of Conflict Archaeology*, 12-1, p. 46-71.
- PESCHANSKI D. 2002 : *La France des camps : l'internement, 1938-1946*, Paris, Gallimard (coll. La suite des temps), 456 p.
- POUVREAU B. 2014 : La stratigraphie complexe du camp de Drancy, *Les nouvelles de l'archéologie*, 137, p. 34-39.
- ROUMÉGOUX Y. 2018 : Entre ciel et terre. Histoire de l'aéronautique militaire et archéologie : l'exemple d'Hazeubrouck, *In Situ. Revue des patrimoines*, 35.
- SCHMITT M. P. 2011 : Une épigraphie tragique. *Les murs de Fresnes* d'Henri Calet, in Curatolo B., Marcot F. (dir.), *Écrire sous l'Occupation : du non-consentement à la Résistance, France-Belgique-Pologne, 1940-1945. Actes du colloque, Besançon, 15 octobre 2009*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. Histoire), p. 341-352.
- SCHNEIDER V. 2013 : American, British, and French PoW Camps in Normandy, France (1944-1948). Which Role for Archaeology in the Memorial Process?, in Mytum H., Carr G. (dir.), *Prisoners of War: Archaeology, Memory, and Heritage of 19th- and 20th-Century Mass Internment*, New York, Springer (coll. Contributions To Global Historical Archaeology), p. 117-128.
- THÉOFILAKIS F. 2014 : *Les prisonniers de guerre allemands : France, 1944-1949. Une captivité de guerre en temps de paix*, Paris, Fayard, 762 p.
- VERMARD L., ADAM F. 2014 : Les conditions de détention pendant la deuxième guerre mondiale. Le camp de prisonniers de Stenay (Meuse), *Archéopages. Archéologie et société*, 39, p. 70-75.
- VIRILIO P. 1975 : *Bunker archéologie*, Paris, Centre Georges Pompidou, Centre de création industrielle (coll. Série des catalogues du Centre de création industrielle du Centre Georges Pompidou, 1), 186 p. [réédition en 1998].
- ZIEGLER S. 2009 : Compiègne. Camp de Royallieu, in SRA de Picardie (dir.), *Bilan scientifique de la région Picardie 2007*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, p. 79.